

# La région Centre-Val de Loire, territoire d'alimentation responsable et durable

Observer et accompagner la transition agricole  
et alimentaire dans les PAT



**8**  
territoires



**107**  
initiatives

# Avant-propos

## La transition alimentaire, Une histoire d'échelle, de boussole et de convictions



**« Notre collaboration avec la Région s'est ainsi développée à ces deux échelles, celle de la « grande » région et celle de territoires-pilotes ciblés. »**

Le Programme Alimentation responsable et durable de RESOLIS s'est largement construit et outillé dans le cadre d'un partenariat avec Régions de France. La collaboration avec la Région Centre-Val de Loire nous a permis d'observer et de participer à un dispositif et à une dynamique de transition agricole et alimentaire (TAA) à une échelle où se rencontrent et doivent se conjuguer des démarches complémentaires : d'un côté, des politiques publiques, qu'elles soient européennes à l'image de la Politique Agricole Commune (PAC), nationales comme le Plan de relance post COVID, ou régionales, selon les compétences des Régions et les actions propres des Régions liées à leurs compétences... et, d'un autre côté, des initiatives pro-transition des acteurs du système alimentaire, qui sont les premiers moteurs des transformations alimentaires dans les territoires.

Si l'échelle régionale est pertinente pour opérer cette conjugaison des politiques, elle est sans doute trop grande pour appréhender les spécificités territoriales et construire des politiques locales avec les acteurs alimentaires. C'est donc dans le cadre de territoires-pilotes, plus proches, que nous avons appuyé ces interactions pour l'élaboration de Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) engagés dans des objectifs de transition. Notre collaboration avec la Région s'est ainsi développée à ces deux échelles, celle de la « grande » région et celle de territoires-pilotes ciblés.

Mais l'essentiel a été d'avoir une boussole et des convictions communes. D'abord une même boussole en matière

de transition alimentaire, à savoir le traitement de ce qui pose aujourd'hui problème dans le système alimentaire, en l'occurrence l'excès de mondialisation et d'agro-industrialisation, traitement qui consiste à favoriser une reterritorialisation progressive de l'économie alimentaire et, pour l'agriculture, par une marche vers l'agroécologie. Ensuite un ensemble de convictions, d'une part, le respect des objectifs sociaux et démocratiques inhérents à l'accessibilité d'une alimentation saine et nutritive, d'autre part, une conviction que la transformation du système alimentaire aussi transversal et ancré soit-il, a et aura besoin d'une pédagogie de l'exemple et de l'échange dont les acteurs principaux sont les pionniers eux-mêmes qui tracent des chemins de transition.

C'est sur le repérage, l'observation, l'analyse, la caractérisation de ces acteurs pionniers et de leurs initiatives inspirantes que nous avons construit cette pédagogie et dont vous avez un aperçu à travers cette publication.

Merci à la Région Centre-Val de Loire de nous avoir permis de contribuer à cette dynamique, merci aux partenaires, notamment associatifs comme InPACT Centre, avec lesquels nous avons fait équipe et merci à Ariel Martinez, qui a porté cette collaboration et mené ce travail.

**Henri Rouillé d'Orfeuil**

Pilote du Programme ARD de RESOLIS  
Académie d'Agriculture de France

# L'association RESOLIS

Créée en 2010, l'association RESOLIS s'est donnée comme mission l'observation, la capitalisation et la diffusion des pratiques de terrain à visées sociale et environnementale qui proposent des chemins de transition.

Depuis ses débuts en 2013, le programme « Alimentation Responsable et Durable (ARD) » s'attache à constituer un patrimoine d'initiatives alimentaires et agricoles, aussi bien de société civile que d'acteurs publics, et à promouvoir une « pédagogie de la transition », c'est à dire une pédagogie de l'exemple, des solutions et de l'échange.

Dix ans plus tard et quelques nombreux partenariats conclus notamment avec des réseaux de collectivités (Régions de France, Fédération Nationale des Parcs Naturels Régionaux de France, Association des Départements, France urbaine,...) ce ne sont pas moins de 1200 initiatives qui constituent l'observatoire RESOLIS et qui sont autant de moteurs pour engager une nécessaire transition de notre système alimentaire.

En région Centre-Val de Loire, notre travail est réalisé en partenariat avec l'association InPACT Centre.

→ Pour en savoir plus : <https://www.resolis.org>



## Résumé

Depuis mars 2019, en partenariat avec l'association InPACT Centre, RESOLIS appuie la mise en œuvre de la stratégie régionale pour l'alimentation 2017-2021 de la Région Centre-Val de Loire pour accompagner l'émergence de Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) « systémiques » et engagés dans des processus de transition. Après une première phase d'enquête, le projet se construit autour de la sensibilisation et de l'accompagnement de 8 territoires « pilotes » à l'observation d'initiatives d'alimentation responsable et durable. Plus de 100 initiatives de société civile et de politiques publiques sont alors capitalisées, cartographiées et constituent aujourd'hui des sources d'inspiration, d'échange et de partage pour les PAT de la région.



↑ Esves-le-Moûtier vu du ciel © Olivier CHABLE

# Les productions de RESOLIS pour le projet en région Centre-Val de Loire



**8 territoires**



**107 initiatives**

## Sur chaque territoire :

- Un « catalogue d'initiatives » issues de l'observation des territoires (carte cliquable)
- Un « observatoire de territoire » disponible sur leur site internet (carte cliquable)
- Un « guide » retraçant notre méthode d'observation : <https://www.resolis.org/journal/guide-methodologique-resolis/80c7d74d-b22c-4f89-82ff-f4f8b2539cbb>

## Pour la région :

- 107 initiatives capitalisées et publiées sur l'observatoire RESOLIS : <https://www.resolis.org/observatoire> et sur l'observatoire régional du site PAT CVL : <https://www.pat-cvl.fr/carte-des-acteurs-et-des-initiatives/>
- Une synthèse présentant les principaux résultats du projet
- 7 « catalogues thématiques » pour catégoriser les initiatives observées : modalités de vente en circuit court, solidarité et insertion, pédagogie et sensibilisation, pratiques agro-écologiques, approvisionnement en restauration collective et outils de transformation

## Où trouver ces productions ?

- site PAT CVL <https://www.pat-cvl.fr>
- site RESOLIS <https://www.resolis.org/publications>

13

Cliquer sur les numéros pour afficher l'observatoire du territoire



Cliquer sur les images pour afficher les publications



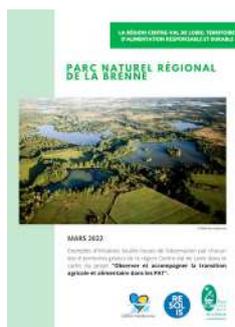
Pays Dunois et CC Cœur de Beauce



Pays Vallée du Cher et du Romorantinois



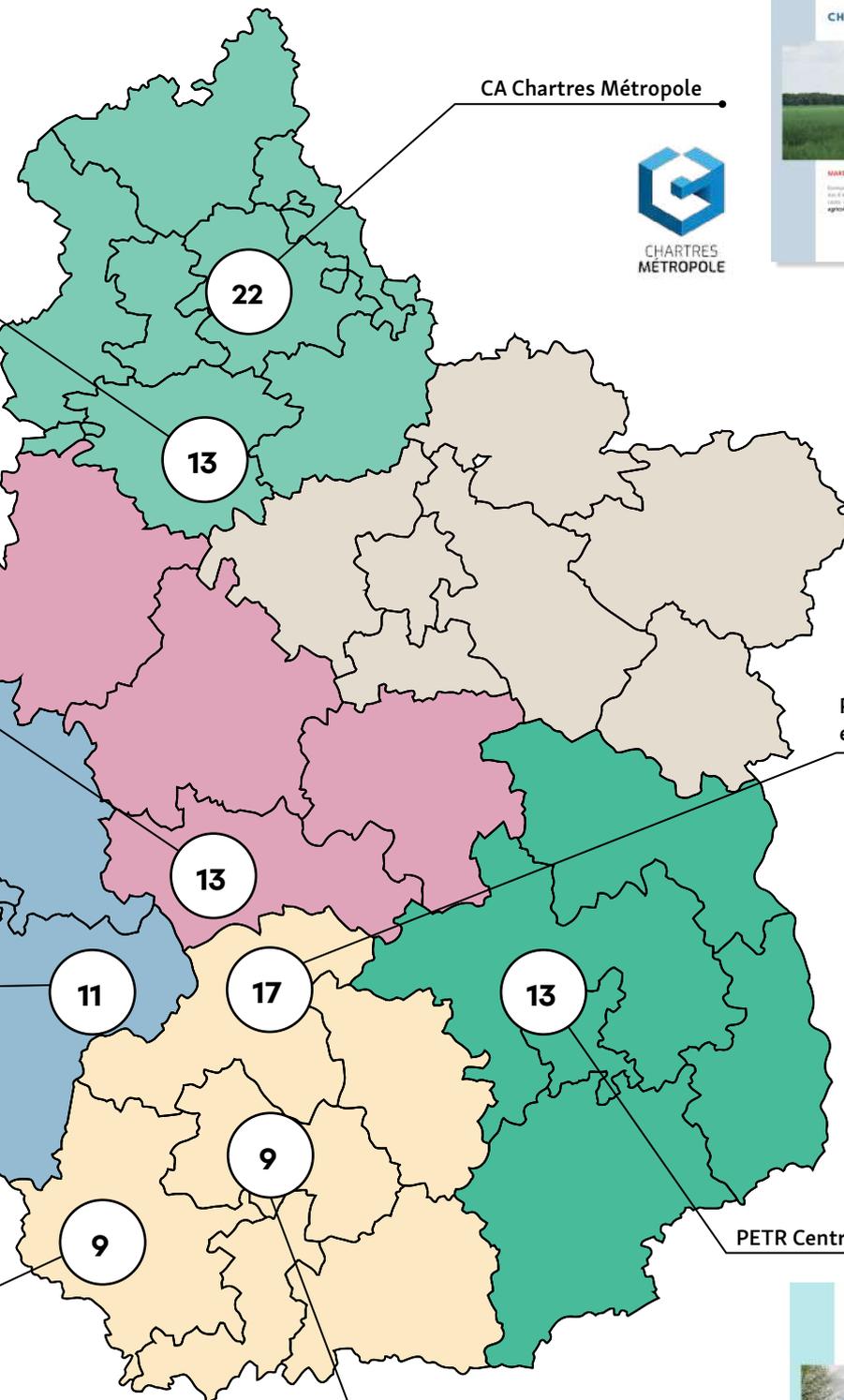
CC Loches Sud Touraine



PNR de la Brenne



**Les 7 catalogues thématiques ↓**



CA Chartres Métropole



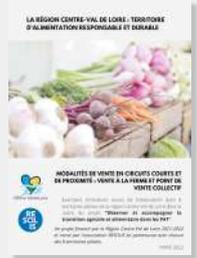
Pays de Valençay en Berry



PETR Centre Cher



Pays Castelroussin Val de l'Indre



## CONTEXTE ET MÉTHODE

# Pour une pédagogie de la transition agricole et alimentaire en région Centre-Val de Loire



### Accompagner l'émergence de PAT « systémiques » en région CVL

Depuis le mois de mars 2019, l'association RESOLIS appuie la mise en œuvre de la stratégie alimentaire régionale pour l'alimentation 2017-2021 dont un des axes consiste à accompagner l'émergence de PAT « systémiques » et engagés dans des objectifs de transition sociale et environnementale selon sept critères : trois critères d'émergence (une gouvernance territoriale et plurielle, une échelle de « bassin de vie » et un diagnostic partagé) et quatre de mise en œuvre (des pratiques respectueuses de l'environnement, le développement de circuits courts et de proximité, la préservation du foncier agricole en assurant l'installation et la transmission des exploitations, œuvrer pour une démocratie alimentaire par l'accessibilité de l'alimentation et la participation citoyenne).

En partenariat avec l'association InPACT Centre, la mission de RESOLIS débute par une enquête auprès d'une vingtaine de territoires en démarche PAT remise à la Région en mars 2020. Celle-ci met notamment en évidence les nombreuses difficultés rencontrées et les besoins d'accompagnement pour les dépasser et tendre vers les critères régionaux. Un levier apparaît alors essentiel : moins la gouvernance est partagée et « multi-acteurs », moins les PAT sont systémiques et intègrent des enjeux de transition.

### L'observation et la valorisation des acteurs pour appuyer la transition

Face à ce constat, l'association RESOLIS propose de s'appuyer sur son expérience et son projet mené avec douze Parcs Naturels Régionaux (PNR) entre 2018 et 2020, pour compléter les dispositifs régionaux existants par une expérimentation d'accompagnement des territoires pilotes à l'observation et à la valorisation d'initiatives inspirantes proposant des chemins de transition.

Deux objectifs sous-tendent alors ce projet :

- Pour les territoires pilotes : l'observation comme outil d'émergence de PAT.
- Pour la région : la création d'un système d'observation régional comme outil de valorisation et d'interconnaissance des initiatives.

Il s'agit alors de partir des territoires pour construire une « pédagogie de la transition » : une pédagogie de l'exemple concret, basée sur le partage d'expériences et pouvant constituer un moteur de changement dans les territoires soit par l'essaimage ou le renforcement de ces initiatives soit par la construction collective et partagée de PAT intégrant ces acteurs.

### Sensibiliser et faciliter les démarches des territoires dans un contexte de pandémie

Après une phase de cadrage du projet durant la période d'été 2020, celui-ci est finalement lancé à partir de la rentrée de septembre et commence par la rencontre avec des territoires en cours d'émergence de leur PAT. La période est néanmoins marquée par de nombreuses problématiques : la pandémie de COVID19 et le report des élections municipales retardent l'installation des exécutifs et mettent à l'arrêt les démarches. Avec l'annonce en décembre 2020 des dispositifs financiers du Plan de relance et du Programme National Alimentaire (PNA) pour notamment appuyer l'émergence et le déploiement des PAT, le début d'année 2021 est principalement dédié non seulement à sensibiliser les territoires aux enjeux de transition et de transversalité de l'alimentation, mais aussi à faciliter leurs demandes de financement pour s'engager dans cette voie. A ce titre, le recrutement d'une personne chargée de l'émergence et de l'animation de la démarche est souvent considéré comme une étape essentielle pour lancer la démarche.

↑ vue aérienne © Hellio VanNgen - PNR de la Brenne

## Les huit territoires pilotes

Entre septembre 2020 et mars 2021, les rencontres avec différents territoires se succèdent jusqu'à parvenir à un échantillon de huit territoires pilotes répondant aux critères suivants :

- Une répartition géographique par département.
- Une diversité d'échelles et de statuts
- Une homogénéité quant à leur étape d'avancement du PAT : phase d'émergence.
- Des moyens humains disponibles : stagiaire ou chargé.e de mission à temps plein sur le PAT.

## La méthode développée par RESOLIS et mise en œuvre en région Centre-Val de Loire

Finalement, en avril 2021 débute l'accompagnement de ces territoires à la mise en œuvre de la méthode RESOLIS afin de mieux connaître les acteurs des différents maillons de la chaîne agricole et alimentaire qui ont des pratiques vertueuses et pourvoyeuses d'externalités positives sur les plans sociaux, environnementaux, culturels, pédagogiques ou en termes de développement local.

### Deux types d'acteurs constituent le cœur de notre observation :

 Les Initiatives d'Alimentation Responsable et Durable (IARD), c'est-à-dire issues d'acteurs de la société civile faisant partie des chaînes agricole et alimentaire.

 Les Mesures de Politiques Publiques d'appui à l'Alimentation Responsable et Durable (MESARD), c'est-à-dire issues d'acteurs publics intervenant à différentes échelles (communale, intercommunale,...).

## Les huit territoires pilotes

Département	Territoires « pilotes »
Cher (18)	PETR Centre Cher
Eure et Loire (28)	Pays Dunois et CC Cœur de Beauce
	CA Chartres Métropole
Indre (36)	Pays Valençay en Berry
	Pays Castelroussin Val de l'Indre
	PNR de la Brenne
Indre et Loire (37)	CC Loches Sud Touraine
Loir et Cher (41)	Pays Vallée du Cher et du Romorantinois

## Les territoires ont ainsi pu bénéficier d'un accompagnement sur les différentes étapes de la méthode :



Identification et repérage des IARD et MESARD en fonction du périmètre d'observation souhaité (parfois inférieur ou supérieur aux limites administratives), du type d'acteurs (agriculteurs, distributeurs, transformateurs,) ou d'actions (agroécologie, vente ambulante, outils de transformation partagés,...) ciblées en fonction des besoins du territoire et du niveau de connaissance préalable.



Capitalisation de ces expériences sous formes de fiches synthétiques (2 pages) après rencontre et entretiens semi-directifs avec les porteurs de projet afin de comprendre leur activité (contexte, actions, résultats,...) mais aussi bénéficier de leur retour d'expérience (difficultés, facteurs de réussite,...).



Caractérisation et analyse des données selon une grille typologique pour situer la nature de l'acteur, de son action et les externalités visées par l'initiative.



Valorisation et publication des fiches géolocalisées dans les observatoires RESOLIS et du site PAT CVL, accessibles en libre accès.



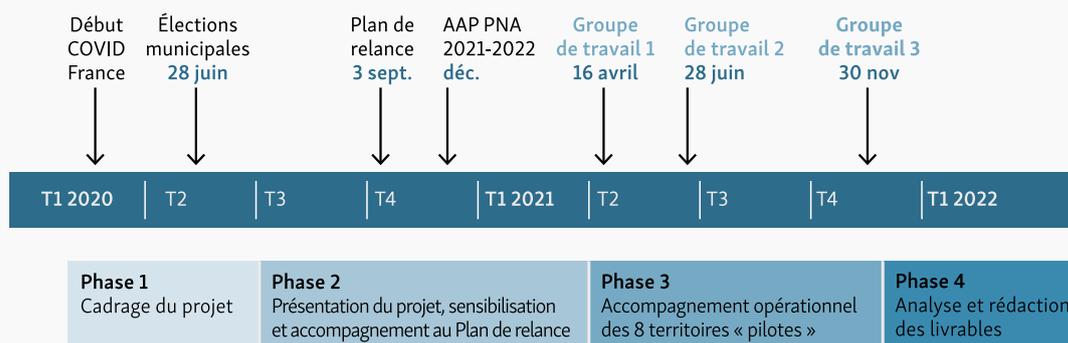
Restitution, lorsque c'est possible, lors d'une journée dédiée à la présentation des résultats et intégrant les porteurs d'initiatives, les élus ou encore le grand public ou les autres acteurs partenaires.

## Les modalités de mise en œuvre

Si la moitié des territoires ont recruté des étudiants en stage de master 1 ou 2 pour 4 à 6 mois à temps plein ou partiel pour ce projet, l'autre moitié a privilégié l'embauche de contrats à durée déterminée de 2 à 3 ans intégrant une pluralité de missions. Ces personnes ont

été co-encadrées par RESOLIS qui assure le suivi et l'accompagnement « pas à pas » de chacune des démarches ainsi que l'animation de trois « groupes de travail » organisés en avril, juin et novembre 2021 pour favoriser les échanges entre territoires sur l'utilisation de la méthode et l'émergence de leur PAT.

## Calendrier



# RÉSULTATS

## L'observation des initiatives de transition au sein des territoires « pilotes »

### Les acteurs de la production et de la consommation sont majoritairement représentés

Après six mois de travail, 107 initiatives sont observées et capitalisées dans les 8 territoires « pilotes » : **94 IARD** et **13 MESARD**. En fonction du temps accordé au projet et des facilités préexistantes à la connaissance et à la prise de contact avec ces acteurs, le nombre d'initiatives par territoire varie entre 10 et 23 avec une moyenne s'élevant à 13 initiatives.

Si les 94 IARD recourent la plupart des acteurs des chaînes agricole et alimentaire, on note une forte proportion des acteurs de la production (41%) et de la consommation (22%), particulièrement sous statut d'exploitation agricole ou d'association, ces deux statuts composant 65% de notre échantillon total.

Concernant les 13 MESARD capitalisées, on compte 9 mesures communales (collectivités ou établissements publics comme les CCAS), 3 mesures à échelle intercommunale et une mesure départementale (Eure et Loir).



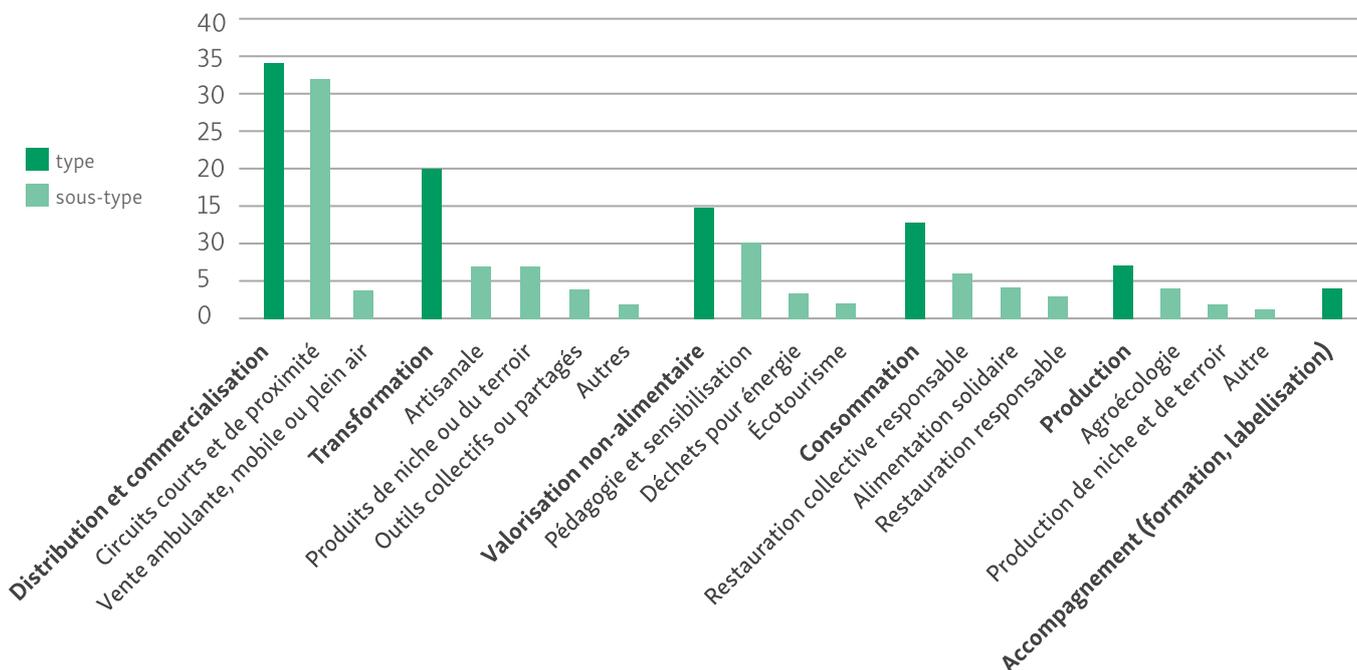
↑ Sur le Champ © Chartres Métropole

### Des actions principalement tournées vers l'économie agricole

Avec plus d'un tiers des actions menées (37%), les modalités de vente en circuit court constituent la thématique la plus représentée de notre échantillon. On y retrouve non seulement la vente directe sur l'exploitation, des points de vente collectifs mais aussi des paniers ou des outils logistiques. Ces chiffres sont à mettre en lien avec notre constat précédent puisque nous observons que les acteurs de la production sont principalement présents dans cet échantillon pour leurs actions de commercialisation et de transformation (outils de transformation collectifs, de produits de niche ou de fabrication de pâtes artisanales) plutôt que de production en elle-même (8% seulement).

Si les initiatives liées à l'économie agricole (production, transformation et commercialisation) composent les deux tiers de notre échantillon (65%), l'autre tiers concerne davantage la consommation et la sensibilisation citoyenne. Celui-ci se compose de 15 initiatives dites de « valorisation non-alimentaire » (16%) par leurs actions pédagogiques envers le

Nombre d'initiatives (IARD) par type d'action



## « ... le nombre d'initiatives par territoire varie entre 10 et 23 avec une moyenne s'élevant à 13 initiatives. »

public (jardins partagés, agrotourisme,...) alors que les 13 autres relèvent davantage d'actions de consommation et d'accessibilité des produits alimentaires à l'image de pratiques vertueuses en restauration...

Les mesures de politique publique, elles, se concentrent dans l'essentiel (9 sur 13) sur des actions de « consommation » dont plus de la moitié concerne la commande publique en restauration collective et l'amélioration des approvisionnements souvent accompagnée par des actions d'éducation des convives aux enjeux de santé-nutrition. Outre ces aspects, le volet « solidarité » est également abordé, souvent par le lien avec les épiceries solidaires comme celles de l'Agglomération de Chartres.

Au niveau des modes d'actions déployés, on note que les outils « opérationnels » sont les plus employés à l'image des manifestations (« Forum Santé » de la Communauté de Communes Cœur de Beauce), de l'accompagnement d'acteurs à des changements de pratiques (notamment d'agriculteurs de l'Agglomération de Chartres pour des enjeux de protection de l'eau) ou encore de mise à disposition d'équipements, que ce soit pour sa propre restauration collective (comme dans la cantine scolaire de Saint Aignan) ou pour d'autres usagers (comme la création de la miellerie collective de la commune de Faverolles).

Seule la Communauté de communes Brenne-Val de Creuse utilise un outil financier, qui plus est sur un domaine peu traité dans notre échantillon, dans le cadre d'un « crédit-bail » pour favoriser l'installation hors cadre familial.

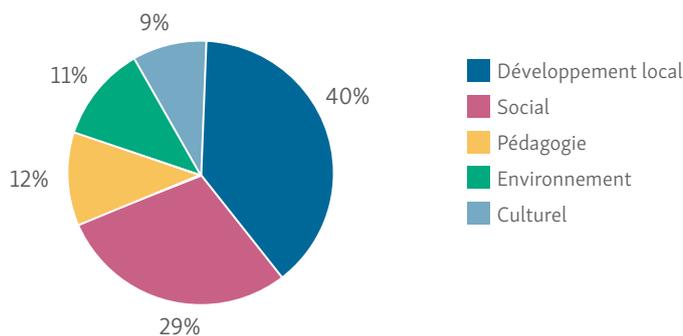


## Entre objectifs sociaux et de développement économique local

Au regard de la constitution de notre échantillon et du poids important des acteurs de la production et d'actions en lien avec les modalités de vente en circuit court ou les outils de transformation, la prévalence d'objectifs de développement local, et notamment économique, est cohérente avec les données présentées précédemment. Parmi l'ensemble des initiatives, plus de la moitié mentionne la « structuration ou le maintien de filières locales » comme des enjeux orientant leur activité.

Si certaines activités se ressemblent par leur nature, celles-ci peuvent se distinguer par leurs finalités. Ainsi, une action de vente en circuit court pourra également arguer d'objectifs « sociaux », défendant des enjeux d'« amélioration de l'accessibilité alimentaire », notamment géographique. D'autres objectifs sociaux sont par ailleurs mentionnés comme « la création ou le renforcement du lien social » (exemple de démarches associatives ou collectives comme les jardins partagés ou les marchés coopératifs) ou des initiatives créant un pont entre « amélioration de la santé par l'alimentation » et « insertion sociale » (exemple des restaurants associatifs ou des Jardins de Cocagne).

Types d'objectifs par initiatives (IARD)



Outre ces observations, nous notons une sous-représentation des objectifs environnementaux qui concernent quelques rares initiatives de changements de pratiques des acteurs de la chaîne alimentaire (décarbonation, préservation de la biodiversité,...) et qui croisent surtout des objectifs pédagogiques de sensibilisation notamment liés à l'économie circulaire et au gaspillage. Ce décalage avec les enjeux initiaux de « transition agricole et alimentaire » pose néanmoins question. Outre certaines initiatives dont les motivations demeurent principalement économiques, nous faisons l'hypothèse que certaines d'entre elles puissent minimiser leurs

effets, parfois indirects, sur l'environnement, ou oublier de les mentionner car inhérents à leur activité (par exemple concernant certaines actions liées à l'agriculture biologique).

Les mesures de politiques publiques sont quant à elles surtout tournées vers « les mangeurs » puisque 11 sur 13 mentionnent des objectifs « pédagogiques » comme la sensibilisation des consommateurs, et notamment des enfants, au respect de l'environnement et aux enjeux de santé/nutrition.

↓ Le Grain libre © CC Loches Sud Touraine



# BILAN

## Les apports de l'observation pour les territoires

### Un outil de sensibilisation des territoires aux enjeux de démocratie et de transition alimentaire

→ Une meilleure compréhension du dispositif PAT dans son ensemble : « l'accompagnement est arrivé à un moment propice et stratégique dans l'émergence de notre PAT » entre sensibilisation des nouveaux élus pour se lancer, répondre au Plan de relance et nous accompagner dans les premiers pas de notre démarche. »

### → Une introduction aux questions de « démocratie alimentaire » :

« Construire un projet à partir des acteurs et de cette capitalisation d'expériences n'est pas évidente ni pour nous ni pour eux. Questionner ces habitudes de fonctionnement c'est interroger notre place en tant que collectivité et notre capacité à articuler une diversité d'initiatives pour faire émerger une démarche territoriale comme celle du PAT ».

→ Un questionnement sur les enjeux de « transition alimentaire » : « ce projet nous a permis de sortir de notre zone de confort et de prendre de la hauteur par rapport à des méthodes plus classiques. Nous avons ainsi pu considérer l'alimentation dans une acception plus transversale et nous intéresser non seulement à d'autres thématiques mais également à aller à la rencontre d'autres acteurs souvent méconnus ou moins visibles mais qui ont une expérience à faire valoir ».

### Un outil complémentaire au diagnostic dans la construction d'un PAT

→ Un fort besoin d'implication du territoire malgré une facilité d'utilisation de la méthode : si l'accompagnement « pas à pas » et la proposition d'outils « clés en main » de RESOLIS facilitent le travail des chargées de mission, la mise en œuvre de la méthode demande du temps et de l'implication pour rencontrer les acteurs et créer des relations partenariales.

→ Des données qualitatives pour compléter un diagnostic en cours, souvent très « agricole » et « quantitatif » sur les flux alimentaires. La méthode permet au contraire de compléter la connaissance de son territoire et de saisir une autre réalité territoriale fondée sur l'expérience, le vécu et la « mise en récit ».

→ Une passerelle entre politique publique et société civile : connaître et aller directement à la rencontre d'acteurs de son territoire constitue un geste symboliquement et techniquement important pour nouer des relations de confiance et de réciprocité qui participent à la pérennité de la démarche. C'est aussi un moment privilégié pour faire connaître le projet, lever d'éventuelles appréhensions et recueillir les premiers avis qui pourront contribuer aux réflexions en cours.

### Un outil à poursuivre et à compléter pour construire des PAT « résilients »

→ De l'observation d'acteurs à l'analyse du système alimentaire local : si l'observation est une étape préalable essentielle, celle-ci doit être complétée par une compréhension plus large des autres acteurs du système alimentaire qui peut se manifester par quelques données quantitatives en fonction des priorités ciblées.

→ De l'observation d'acteurs à la mise en œuvre d'une gouvernance : la méthode RESOLIS peut être poursuivie par une mise en réseau par les porteurs du PAT permettant de construire les prémices d'une gouvernance fondée sur un dialogue territorial pluriel auquel les acteurs locaux et les habitants pourraient contribuer.

→ Assurer la pérennité et le caractère « transformateur » de la démarche : comme souvent, la continuité du projet soulève de nombreuses interrogations quant à la poursuite et à l'appropriation par les territoires pilotes des outils utilisés (observation, capitalisation d'initiatives,...) ainsi que de leur usage à des fins de « transformation » du système alimentaire.

↓ vue aérienne © Hellio VanIngen - PNR de la Brenne





[www.resolis.org](http://www.resolis.org)

Nous remercions l'ensemble des personnes qui ont contribué aux différents documents présentés dans cette publication. Une mention spéciale pour les chargés de mission et stagiaires des territoires pilotes qui ont mené ce projet avec succès : Tiphaine Cabaret (Chartres Métropole), Jacob Guimont (Pays Vallée du Cher et du Romorantinais), Maëlle Gillet (PAT Beauce-Dunois), Sophie Levasseur (CC Loches Sud Touraine), Audrey Téoh (Pays Castelroussin Val de l'Indre), Suzanne Hermouet (PNR de la Brenne), Elise Depigny (PETR Centre-Cher), Laureen Remillard (Pays Valençay en Berry).

Un grand merci également à nos partenaires, aux services techniques de la Région Centre-Val de Loire et à nos collègues d'InPACT Centre, avec lesquels nous partageons notre engagement pour la transition agricole et alimentaire des territoires.



## ASSOCIATION RESOLIS

Association Loi 1901  
Siret n° 794 833 863 000 10

- Association RESOLIS
- resolis1
- Association RESOLIS

[alimentation@resolis.org](mailto:alimentation@resolis.org)

01 56 81 64 48

**Nos adresses**  
4, rue de la Sorbonne,  
75005 Paris

Village de l'Arrou  
87A route de Château-Renault,  
41000 Blois

**Rédaction et analyse :** Ariel Martinez

**Rédactions des fiches :** Tiphaine Cabaret, Jacob Guimont, Maëlle Gillet, Sophie Levasseur, Audrey Teoh, Suzanne Hermouet, Elise Depigny et Laureen Remillard

**Relecture et corrections :** équipe RESOLIS (Henri Rouillé d'Orfeuil, Marie Cosse et Sophie Dupraz)

**Mise en page :** Camille Garnier